

[Text]

The Chairman: Thank you.

Mr. MacGuigan: I am sorry to take so long on that, I hope you will allow Father Ogle another question, but I thought it was important to make that point, that we have to look at these situations very closely and it is on that basis that we try to make our decision.

Mr. Ogle: From my information on the report of the Human Rights Commission of the United Nations, I do not read it that positively. I feel that with regard to the situation in Chile, and Amnesty International and others who are studying the cases feel, the oppression is continuing, and although there are fewer mass arrests there are still people disappearing and in jail, and so forth. However, I have taken more than my time and I thank you, Mr. Chairman.

Mr. MacGuigan: May I just add one final thing. When you say "business as usual", if you mean literally business, yes, I would accept that, because we distinguish business fairly sharply from, say, aid, or friendship, or many other things, and generally speaking we allow our business with the country to proceed without interference unless there is a resolution of the United Nations Security Council that prohibits that, as there was, say, in the case of Rhodesia. In extreme cases like South Africa, we may withdraw all of our facilitation of business.

But if you mean business in the broader sense of treating them normally, we do not, precisely because of the reservations that you have. We do not have the same kind of association with Chile in any common projects, or in any of the normal diplomatic projects that we might have with countries with whose governments we had no problems. So we do certainly impose limits, but we do not impose them on business in the narrow sense.

The Chairman: Thank you. Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Thank you, Mr. Chairman.

I understand, Mr. Minister, that in 1968 there was a ministerial mission to Latin America, which included some five ministers. They visited some six South American countries and two Central American countries as well as Mexico, but they did not visit the Caribbean at that time. Do you and other ministers of the government plan on doing the same thing, particularly at this time, since we are discussing and working in all of this area?

Mr. MacGuigan: That is, perhaps, a question of style. I think this administration prefers to travel on its own, if I may put it that way. I think, by and large, we find that there are more advantages to be gained by sending ministers off in different directions, most of the time, although it is quite true that at the Joint Economic Committee meetings in Mexico in early January there were, I guess, four or five, including

[Translation]

Le président: Merci.

M. MacGuigan: Je m'excuse de m'attarder sur cette question, j'espère que vous permettrez au père Ogle de poser une autre question, mais il est important, à mon avis, de mettre les choses au point, de souligner que nous examinons de près ces questions, et c'est dans cette optique que nous essayons de prendre notre décision.

M. Ogle: D'après les renseignements que j'ai sur la Commission des droits de la personne des Nations Unies, je ne crois pas que ce soit si positif. Pour ce qui est de la situation au Chili, et d'Amnistie internationale, d'autres personnes qui étudient ces situations croient également que l'oppression se poursuit, et même s'il y a moins d'arrestation massive, il y a toujours des personnes qui disparaissent, qui sont mises en prison etc. Cependant, je ne veux pas prendre davantage de temps; je vous remercie, monsieur le président.

M. MacGuigan: Permettez-moi d'ajouter une dernière chose. Lorsque vous avez dit: «faire des affaires comme à l'accoutumée», si vous voulez dire vraiment faire des affaires, très bien, je l'accepte, car il y a une distinction très marquée entre faire des affaires, et apporter une aide ou notre amitié, car, en général, nous permettons aux transactions commerciales de continuer avec ce pays, sans ingérence, à moins qu'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies ne l'interdise, comme ce fut le cas, par exemple, pour la Rhodésie. Dans les cas extrêmes, comme pour l'Afrique du Sud, nous pourrions cesser toute activité commerciale.

Si vous voulez parler de faire des affaires dans le sens large du mot, de traiter ces pays normalement, ce n'est pas précisément ce que nous faisons, car nous avons apporté certaines réserves. Nous n'avons pas la même association avec le Chili dans des projets communs, ou dans des projets diplomatiques normaux, que ce ne serait le cas avec des pays où nous n'avons aucune difficulté avec le gouvernement. Nous imposons donc certainement des restrictions, mais nous ne le faisons pas sur le plan des affaires, dans le sens limité du terme.

Le président: Merci. Monsieur Robinson, vous avez la parole.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Merci, monsieur le président.

Je crois comprendre, monsieur le ministre, qu'en 1968, une mission commerciale comprenant cinq ministres s'est rendue en Amérique latine. Cette mission a visité quelques six pays de l'Amérique du Sud et deux pays d'Amérique centrale, de même que le Mexique, mais elle n'a pas visité les Antilles à ce moment-là. Est-ce que vous-même ou d'autres ministres du gouvernement prévoyez faire la même chose, surtout à ce moment-ci, étant donné que nous discutons de cette région et que nous y travaillons?

M. MacGuigan: C'est en quelque sorte une question de style. Je crois que l'administration actuelle préfère voyager seule, si je peux me permettre cette expression. En général, nous trouvons qu'il est plus avantageux d'envoyer des ministres à différents endroits, la plupart du temps, même s'il est certain qu'aux réunions de la commission mixte économique qui ont eu lieu au Mexique au début de janvier, quatre ou cinq ministres